

Décision individuelle n°82/2026

*Pétitionnaire : MM Carminati Jérôme, Le Pen Thibault, Marhic Erwann, Beaumont Clément, Fauriac Pierre-Louis, Goepp Téo (Laboratoire d'Eco-Entomologie – Université de Lille)
Adresse : 6 Place du Bel Air, 45800 Saint-Jean-de-Braye
Localisation : Oisans – Valbonnais (La bérarde, Le Lauvitel)
Nature de la demande : Inventaires d'insectes (Hyménoptères et Diptères)
Dossier suivi par : Annick MARTINET / Damien COMBRISSEON*

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1 et R.331-63 et suivants ;

Vu la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2009-448 du 21 avril 2009 portant adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Écrins, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 2012-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la Charte du Parc national des Écrins fixant les modalités d'application de la réglementation dans le cœur (MARCoeur), notamment sa modalité n° 2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 fixant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Considérant que la présence de *Chrysura ignifrons* (Brullé, 1832) en France est confirmée avec sa redécouverte sur la commune de Vallouise-Pelvoux en juin 2023. Cette découverte s'inscrit dans le cadre de l'inventaire des Chrysididae du Parc national des Écrins. Plusieurs espèces remarquables du Parc sont signalées, certaines pour la première fois ;

Considérant que la demande formulée le 3 mars 2026 par M. Marhic Erwann s'inscrit dans la continuité de cet inventaire des Hyménoptères Chrysididae réalisé sur le territoire du parc national des Écrins initié en 2023 (notamment considérant l'autorisation n°76/2025) ;

Considérant que la demande est à ce titre susceptible de répondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 2 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « *dans le cadre d'une mission scientifique* » ;

Décide :

Article 1 : Objet de la décision

Messieurs Carminati Jérôme, Le Pen Thibault, Marhic Erwann, Beaumont Clément, Fauriac Pierre-Louis et Goepp Téo, du Laboratoire d'Eco-Entomologie de l'université de Lille, sont autorisés à réaliser des captures/relâchers d'insectes de la famille des **Hyménoptères et des Diptères**, dans le cœur de parc national des Écrins.

Article 2 : Prescriptions

La présente décision est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1. La présente décision est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :
2. s'assurer que les captures ne mettent pas en péril l'état de conservation des populations concernées,

3. les captures seront limitées aux stricts besoins de l'étude,
4. il est interdit de collecter des espèces protégées sans autorisation *ad hoc*,
5. l'inventaire sera principalement réalisé par de la collecte à vue au filet à papillon, avec relâché des espèces facilement identifiables uniquement,
6. des bacs colorés pourront être mis en place temporairement, avec pose le matin en début de prospection et relevé le soir en rentrant de prospection. L'ensemble du contenu des assiettes sera récupéré lors du relevé (y compris le liquide de piégeage), la mise en alcool et le tri seront réalisés le soir même,
7. les Chrysididae seront conservées avec possibilité en cas de besoin d'envoyer des spécimens au spécialiste européen de la famille et le reste des récoltes sera remis au parc national (tri à la famille pour les Hyménoptères et à l'ordre pour les autres arthropodes collectés) dans des flacons d'alcool, avec 1 flacon/piège/famille,
8. les données acquises seront transmises mi-décembre 2025 pour les Chrysididae, les autres données Hyménoptères seront envoyées début 2026 à l'établissement public Parc national des Écrins via la plateforme GeoNature (disponible à cette adresse : <https://geonature.ecrins-parcnational.fr>) en utilisant l'identifiant qui vous sera transmis,
9. un formulaire d'échange de données joint à la présente décision sera utilisé pour noter les nouvelles espèces observé en France,
10. l'ensemble de ces données pourra être utilisé librement par l'établissement (ex: pour la gestion conservatoire du territoire, Biodiv Ecrins, projet de recherche...). Ces données entrent ainsi dans le domaine public de façon librement consentie et suivront la chaîne de traitement des données publiques (transfert aux SINP et à l'INPN...),
11. respect des règles en vigueur dans le cœur du parc national, notamment : l'installation d'une tente pour le bivouac est autorisée et sera montée entre 19h et 9h, le feu est interdit, seuls les réchauds portatifs sont autorisés,
12. les prises de vues qui seraient réalisées dans le cadre de cette activité et dans la mesure où elles sont prises au sol sont autorisées, uniquement dans le cadre d'une information. Les prises de vues pour une activité lucrative ou commerciale sont interdites. Une mention devra préciser que les prises de vues ont été réalisées dans le respect des règles en vigueur dans le cœur du parc national des Écrins,
13. une copie de la présente autorisation doit être présentée à toute réquisition des agents assermentés et commissionnés,
14. les chefs des secteurs devront être préalablement avertis des dates et sites de captures, 5 jours francs avant de prospecter les zones,

Article 3 : Durée

La présente décision est délivrée pour la saison estivale mai-septembre 2026, et notamment une semaine de prospection mutualisée du 11 au 18 juillet 2026.

Article 4 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 5 : Contrôle de l'exécution de la décision

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du parc national des Écrins ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Une copie de la présente décision doit être présentée à toute réquisition des agents assermentés et commissionnés.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

En cas de non-respect des règles et prescriptions administratives applicables à la présente décision, une procédure administrative pourra être engagée à l'encontre de son bénéficiaire.

En outre, en cas de non-respect de la réglementation applicable au cœur du parc national, les agents commissionnés et assermentés du Parc national des Écrins pourront dresser un procès verbal d'infraction.

Article 7 : Publication

La présente décision sera notifiée au pétitionnaire et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'établissement public du parc national des Écrins dans un délai de trois mois suivant son intervention, conformément aux dispositions de l'article R. 331-35 du code de l'environnement (cf. : <http://www.ecrins-parcnational.fr/actes-administratifs>).

Article 8 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

À Gap, le 2 avril 2026

Le directeur par intérim,



Samuel SEMPE

Copies : secteur du Valbonnais-Oisans